

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECHERCHE DIRIGÉE POUR LE TRAVAIL D'INTÉGRATION

PRÉSENTÉ PAR :
JENNIFER FILS-AIMÉ

CERTIFICAT EN GESTION PHILANTHROPIQUE
FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Comment augmenter l'intérêt pour une cause invisible?

TRAVAIL PRÉSENTÉ À DIANE ALALOUF-HALL
DANS LE CADRE DU COURS PHE 3020Y-A
INTÉGRATION PROFESSIONNELLE

AOÛT 2020

Table des matières

Comment augmenter l'intérêt pour une cause invisible?	1
INTRODUCTION.....	1
CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE	2
Portrait du trafic humain au Québec	2
La lutte des organismes	3
Une question de culture	3
Une concurrence des causes.....	4
Une cause invisible?	4
Les impacts de la pandémie actuelle.....	5
Dans l'industrie de la philanthropie.....	5
Chez les victimes	5
Chez la clientèle	6
MÉTHODOLOGIE	7
À PROPOS DE LA CLES	8
Ce qu'elle fait	8
Sa perspective sur l'exploitation sexuelle.....	9
ANALYSE DES DONNÉES	10
Un problème complexe	10
L'incompréhension du grand public.....	10
La portée du message de la CLES	11
RECOMMANDATIONS	17
Recommandations pour la CLES	17
CONCLUSION.....	21
ANNEXES	22
BIBLIOGRAPHIE.....	25

Comment augmenter l'intérêt pour une cause invisible?

INTRODUCTION

Le trafic humain est l'industrie criminelle qui se développe le plus rapidement au monde, générant 150 billions de dollars américains par année¹. Décrit comme « un des pires crimes odieux imaginables » par Sécurité publique Canada (2019), plus de la moitié des victimes sont des femmes et des enfants. Le Québec (14%) est la 2^e province canadienne avec le plus haut taux d'affaires de traite au Canada, derrière l'Ontario (66%) (Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel à Montréal). Juste à Montréal, le taux est de 9%. Selon le Conseil du statut de la femme, les victimes ont un taux de mortalité 40% plus élevé que celui des autres femmes (CSF, 2012). Il est aussi important de souligner que 80% des prostituées sont entrées dans l'industrie alors qu'elles n'étaient que des mineures (entre 14 et 15 ans) (CFS, 2012). À travers le Canada, des organismes tels que Joy Smith Foundation², The Canadian Center to End Human Trafficking³, Chez Doris et La Sortie, pour n'en nommer que quelques-uns, viennent en aide aux femmes en général, et aux victimes d'exploitation sexuelle et/ou sensibilisent la population à ce problème.

D'après ma courte recherche, je constate qu'il y a quand même un bon nombre d'organismes qui aident les victimes d'agressions sexuelles, mais très peu qui se concentrent sur celles qui ont été exploitées sexuellement. On peut compter les Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuelle (CALACS), présents dans plusieurs régions du Québec, qui offrent des services d'aide, de soutien et d'accompagnement aux femmes et aux adolescentes victimes de violences sexuelles. Le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) donne de l'information et un accompagnement tout au long du processus judiciaire, d'une intervention post-traumatique et psychosociale, entre autres choses. Il y a une ligne téléphonique provinciale qui est ouverte 24/24. Cette ligne est destinée à servir les victimes de violences sexuelles, leurs proches et les intervenants. Depuis le début des

¹ www.a21.org

² www.joysmithfoundation.com

³ www.canadiancentertoendhumantrafficking.ca

années 2000, le SPVM est très impliqué dans le ralentissement de l'exploitation sexuelle. Ce n'est que depuis ce temps-là que les corps policiers « prennent conscience que les personnes prostituées auprès desquelles ils interviennent sont [...] victimes de violence, stigmatisées et sous l'emprise d'un proxénète », (SPVM, 2019). C'est cette constatation qui les a amenés à agir proactivement en s'attaquant aux suspects et non en pointant du doigt les personnes prostituées.

À Montréal, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (la CLES) est le seul organisme du Québec qui se porte secours exclusivement aux victimes d'exploitation sexuelle. Comme nous le verrons plus tard, elle rencontre des défis pour attirer l'attention du grand public. Un problème social si percutant, si horrible, notre société ne semble pas être profondément atteinte, affectée, ou concernée par ce crime outrageant qui déchire la vie de millions de personnes. Ma recherche a tenté d'identifier les raisons pour lesquelles la société semble détachée de ce phénomène et différentes avenues ont été explorées pour prévenir et sensibiliser le grand public à cette cause.

CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE

Portrait du trafic humain au Québec

Au Québec, la demande est croissante, et il y a une clientèle « avide de filles de plus en plus jeunes » (Le Devoir, 2020). À travers les médias, tels que les journaux, la population québécoise est souvent informée sur ce sujet. Il est connu de la plupart des gens que les clients ont des visages de père de famille, de professionnel, de jeune adolescent, de commis à l'épicerie, donc il n'y a pas de profil exact pour les décrire. Sur Internet, il est possible de voir des témoignages de survivantes qui disent que les filles et femmes prises dans le milieu sont régulièrement battues, violées et harcelées psychologiquement. Elles sont enfermées dans des endroits miteux pendant des heures durant par leurs proxénètes.

À Montréal, le temps de la Formule 1 est un moment propice à l'explosion de la demande de jeunes filles. L'événement annuel génère des listes d'attentes interminables pour des jeunes adolescentes, et est très profitable pour les proxénètes (Journal de Montréal 2019). La demande est si forte qu'il faut aller chercher des jeunes

femmes ailleurs au Canada, mais aussi aux États-Unis. Inutile de mentionner que si en temps normal, elles ont de 10-15 clients par jour, cette période ne leur apporte aucun répit; c'est carrément *non-stop* (Journal de Montréal, 2019). Quel enfer!

Ce phénomène touche nos mères, nos sœurs, nos amies, et nos filles. Une fois prise dans les filets des malfaiteurs, l'âme des victimes est brimée, presque à jamais, et très peu arrivent à se libérer ou pensent qu'elles peuvent s'en sortir. Cela, tout le monde semble le savoir, mais dans quelle mesure? En parlant à mon entourage de ce sujet, j'ai constaté qu'il y avait une grande confusion entre ce qu'est le trafic humain, les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle. J'ai aussi été surprise d'entendre certaines, et j'insiste sur le féminin, exprimer qu'il y a des filles qui l'auront cherché, ou que pour la plupart, c'était leur choix d'entrer dans l'industrie du sexe. La réflexion du côté des garçons et des hommes est similaire.

La lutte des organismes

Les organismes Chez Doris, La CLES et le Y des Femmes se trouvent à Montréal, parmi plusieurs autres. Ils viennent en aide aux femmes en général et aux victimes qui ont réussi à sortir de cet enfer ou qui veulent s'en sortir, en offrant des logements temporaires, de l'aide psychologique et l'accès à des soins médicaux, entre autres. Mais comme beaucoup d'organismes philanthropiques, ils doivent faire face à différents défis pour pouvoir attirer l'attention des donateurs et donatrices et du grand public.

Une question de culture

D'abord, même s'il y a de bonnes avancées dans l'industrie de la philanthropie, faire des dons n'est pas encore une partie intégrante de la culture québécoise. C'est seulement un québécois sur dix qui donne, avec une moyenne de don d'environ 224\$ par année (La Presse, 2019). Mme Kim Muller, présidente de l'agence Phil, une agence qui aide les organismes philanthropiques dans leur développement du plan stratégique, de la collecte de fonds et autres, propose dans ce même article que le gouvernement québécois encadre les pratiques philanthropiques, qu'il reconnaisse les OBNL et qu'il établisse des incitatifs pour que le public donne davantage. Autre le support gouvernemental, on peut aussi observer une absence de culture

philanthropique au sein de la majorité des compagnies. Mme Muller continue en disant que « l'investissement social n'est pas au cœur de la stratégie d'entreprise.

Une concurrence des causes

Dans un deuxième temps, ces organismes se trouvent dans un contexte de concurrence des causes. Il y a des OBNL dans plusieurs secteurs d'activité et leur multiplication crée une compétition féroce, déclare Gyslaine Desrosiers, consultante en stratégie et gouvernance d'organisation, notamment en gestion d'associations et d'OBNL (Desrosiers, 2015). C'est environ 16 000 organismes de charité qui se côtoient sur le marché au Québec, « et le Québécois moyen ne pourra en nommer que de cinq à dix » (Infopresse, 2018). Opération Enfant Soleil, La société canadienne du Cancer ou la Fondation Rêves d'enfants font partie des organismes chéries de la population du Québec, démontrant que « 79% des québécois et 84% des québécoises se disent particulièrement sensibles aux causes touchant les enfants, toutes générations confondues » (Infopresse, 2018). Il est donc difficile pour les organismes de se distinguer s'ils n'œuvrent pas pour des causes pour enfants. Pour ce faire, il faut avoir recours à une bonne image de marque, ce qui veut dire qu'il faut investir un bon paquet en marketing. Inutile de dire que ce n'est pas tous les organismes qui ont les moyens de mettre des milliers de dollars dans le *branding* de leur OBNL.

Une cause invisible?

Professeurs Saouré Kouamé et Taïeb Hafsi, respectivement à l'université d'Ottawa et à HEC, parlent de causes invisibles (Podcast PhiLab, 2020). « Les entreprises sont facilement attirées par les causes visibles », déclare le professeur Taïeb Hafsi. Il explique alors qu'il y a un grand nombre de causes qui sont complètement oubliées par tout le monde et auxquelles personne n'est attiré, comme défendre les prisonniers ou les femmes battues. Ces causes sont appelées « causes invisibles ». Professeur Kouamé, intéressé par l'engagement des entreprises dans l'élimination de la pauvreté, explique que cette cause devient invisible du fait que la pauvreté est vue partout et que les gens en deviennent désensibilisés (TELFER, 2018). Est-ce que ce serait le cas pour l'exploitation sexuelle? Une des recherches du professeur Kouamé a démontré que « les entreprises préfèrent les initiatives philanthropiques qui touchent

une corde sensible chez leurs clients et dans les médias » (TELFER,2018), comme les causes chéries nommées précédemment. Ces causes visibles contribuent à faire rayonner leur réputation, ce qui a une conséquence directe sur l'augmentation de leurs profits.

Les impacts de la pandémie actuelle

Dans l'industrie de la philanthropie

Depuis le 13 mars 2020, le pays entier se retrouve en période de crise sanitaire en raison du virus Covid-19. Tout le monde étant en quarantaine, l'économie a dû se mettre sur pause, ce qui n'est pas sans conséquences, tant pour les victimes que pour les organismes. Professeur Hafsi prédit qu'en contexte de pandémie, la compétition pour les ressources va s'accroître dans les deux prochaines années (Podcast PhiLab, 2020). S'ajoute à cela la réduction du financement sous forme de dons et la réduction des possibilités d'action dû à la distanciation physique. Il y aura aussi un impact plus sévère sur la collecte de fonds : perte d'emplois et coupures budgétaires dans les entreprises. Donc l'enveloppe budgétaire allouée pour les causes sera grandement réduite, et peut-être même inexistante. Comme dans presque tous les secteurs, certains organismes du milieu philanthropique sont durement touchés et n'ont pas assez de ressources pour combler la demande, faute de soutien financier et matériel. Au quotidien de la CLES, la lenteur du système judiciaire et la lenteur à rejoindre les institutions, tels que l'aide sociale, entre autres, ne fait qu'ajouter à leurs difficultés. Heureusement, la CLES a reçu des fonds d'urgence de la part du Secrétariat à la condition féminine du Québec. « *La SCF a été très présente pour la CLES* », confie Mme Sully, Organisatrice communautaire de la CLES.

Chez les victimes

Tous parlent des vulnérables qui le sont encore plus durant la pandémie. Non seulement elles sont vulnérables, mais les femmes de l'industrie du sexe sont « les plus marginalisées des marginalisées », dit Mme Matte, fondatrice de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) (La Presse, 2020). Depuis le début de la pandémie, le nombre d'appels à la CLES a augmenté, dit-elle (Journal de Montréal,

2020). Elle rajoute que les filles (celles qui sont encore actives et celles qui s'en sont sortie) « vivent dans le confinement avec beaucoup d'inquiétudes, des angoisses » (Journal de Montréal, 2020). Celles qui sont encore dans l'industrie travaillent moins, donc il est plus difficile de payer le loyer ou de se nourrir. Karine Brisson, intervenante stagiaire auprès des victimes chez la CLES, mentionne que la précarité des femmes est accentuée, et la violence augmentée dû à l'isolement prolongé avec un proxénète. Jeanne-Laure Sully, Organisatrice communautaire chez la CLES, rajoute que certaines femmes ont dû s'enfuir car elles craignaient d'être tuées. Les victimes rencontrent d'autres défis comme la difficulté de trouver de la place dans les centres d'hébergement et subissent de la cyber exploitation. « Les femmes qui étaient en contact par textos avec les clients nous ont dit que des clients continuaient à les texter même si elles leur avaient dit ne pas vouloir faire de clients pendant la pandémie », raconte Mme Sully. Pour les survivantes, l'isolement de la quarantaine les replonge dans leur traumatisme et dans l'insécurité. Pour ce qui est des enfants, une enquête de CBC News révèle que le nombre d'enfants canadiens victimes d'exploitation sexuelle en ligne a beaucoup augmenté depuis le début de la pandémie (www.espacesvie.com). Il y aurait une « augmentation de 81% des signalements pour les mois d'avril, mai et juin », d'après l'organisme Cyberaide.ca.

Chez la clientèle

À travers cette crise sanitaire il est possible de constater les effets de la banalisation de l'exploitation sexuelle dans notre société. Les clients n'ont aucun regard sur la santé des femmes qui sont dans l'industrie, demandant des services sexuels qu'ils considèrent essentiels (La Presse, 2020). Diane Matte, fondatrice et coordonnatrice chez la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle raconte, dans l'article de Rima Elkouri (La Presse, 2020), que le patron d'une entreprise voulait « offrir des actes sexuels tarifés à ses employés hommes »! Avec la diminution de la demande, les clients se permettent de négocier des services à la baisse et beaucoup font des demandes exagérées.

L'exploitation sexuelle est bel et bien un problème réel dans la province et concerne un grand nombre de personnes. Mais pourquoi y a-t-il peu d'engagements face à cette cause? Est-ce parce que le sujet de la sexualité est encore trop tabou? Est-ce parce

qu'il y a une mauvaise compréhension de cette industrie? Ou est-ce parce que les gens pensent qu'il n'y a pas tant de victimes que l'on prétend? Tant de questionnements qui m'amènent à poser la question suivante : **comment les organismes, venant en aide aux femmes victimes de trafic d'exploitation sexuelle, peuvent attirer l'attention des donateurs et du grand public à cette cause invisible mais pourtant bien réelle?**

MÉTHODOLOGIE

Pour répondre à cette question, ma recherche a été séparée en trois parties :

- 1) D'abord, une revue de la littérature de plusieurs documents (articles et podcasts listés en annexe) sur le trafic humain, l'exploitation sexuelle au Québec et les organismes philanthropiques travaillant en lien avec la lutte et le soutien aux victimes.
- 2) Ensuite, une enquête terrain par le biais de trois questionnaires envoyés à la CLES par courriel, de deux entrevues téléphoniques avec deux intervenantes de l'organisme La CLES pour éclaircir et répondre davantage aux questions posées dans les questionnaires. Cette organisation a été retenue pour l'enquête car leurs services sont conçus strictement pour les femmes qui sont victimes d'exploitation sexuelle. En plus de servir la cause mise en avant par mon projet de recherche, je constate que la CLES n'est pas très connue.
- 3) Finalement, l'analyse des données et l'élaboration de recommandations pour la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle.

Trois courts questionnaires ont été rédigés et destinés aux personnes suivantes : directrice du centre, responsable en collecte de fonds, et une bénévole qui travaille auprès des victimes. J'ai envoyé le tout à Mme Marie Drouin, la directrice du centre, qui a acheminé les autres questionnaires à des intervenantes. Mme Drouin, Barbara Rondiat et Karine Brisson ont mis leurs réponses à même le questionnaire et me les ont retournés par courriel.

Après la lecture des réponses, certaines manquaient de précision. J'ai donc appelé au centre et j'ai eu une conversation téléphonique d'environ une heure avec Jennie-Laure Sully, organisatrice communautaire, et une autre d'environ 20 minutes avec Karine Brisson. L'analyse de ces réponses a été utilisée pour élaborer des recommandations pour la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle.

À PROPOS DE LA CLES

Ce qu'elle fait

La CLES est une concertation d'organismes et de personnes critiques de l'industrie du sexe ⁴. Le travail de la CLES se décline en trois principaux volets :

(1) **Les services aux femmes** : pour celles qui ont été en lien avec l'industrie du sexe et leurs proches, et celles qui y sont encore; toutes leurs actions tournent autour la servitude envers les elles. La CLES fait constamment des recherches pour « approfondir sa connaissance sur les besoins des femmes, des considérations juridiques entourant la prostitution, de la situation ailleurs dans le monde de même que du portrait de l'industrie du sexe à Montréal et au Québec » (www.lacles.org). Elle organise aussi des événements pour les femmes et leurs offres des services ponctuels, tel que du gardiennage ou de l'accompagnement (processus judiciaire, médical, etc.).

(2) **La sensibilisation et la formation** : auprès des personnes qui sont en lien de loin ou de près avec les victimes et les potentielles victimes, afin qu'elle puisse leur donner une meilleure compréhension de ce qu'est l'exploitation sexuelle et des besoins des femmes qui sont passé par la prostitution. La CLES enseignera notamment dans les écoles secondaires, aux corps policiers, aux professionnels de la santé, et aux intervenants en maison d'hébergement.

⁴ www.lacles.org

(3) **L'action politique** : que ce soit, entre autres, à travers la diffusion sur leurs médias sociaux, l'émission de communiqués, par la prise de position dans les médias ou par l'organisation d'événements, elle tente de mobiliser le grand public face à leur cause. La CLES participe aussi à plusieurs manifestations et apporte son soutien à différentes causes sociales qui sont en lien avec la condition des femmes et la justice sociale.

Sa perspective sur l'exploitation sexuelle

Le positionnement de la CLES est qu'aucune femme ne devrait vendre son corps pour des services sexuels. Elle considère que l'exploitation sexuelle, fondée sur la marchandisation du corps et sur le contrôle de la sexualité des femmes par les hommes, se situe dans un continuum incluant la prostitution, la pornographie, le mariage forcé, le mariage par correspondance, l'esclave sexuel, le trafic sexuel (interne et international) et les agressions sexuelles de toutes sortes (www.lacles.org). Jennie-Laure Sully, organisatrice communautaire chez la CLES, explique que notre société devrait faire en sorte que toutes puissent amplement subvenir à leurs besoins et ne pas ressentir le besoin de recourir à ce genre d'activité pour payer pour leurs études ou simplement rejoindre les deux bouts par exemple. Elle croit que ce n'est qu'une petite majorité des femmes qui désire véritablement marchander leur corps et que la société a de la difficulté à faire face à la triste réalité qu'engloutit l'industrie du sexe.

D'après Mme Sully, le sexisme est aussi trop présent dans plusieurs sphères de notre vie. Que ce soit dans nos séries télévisées ou dans la pornographie, entre autres, les inégalités entre les hommes et les femmes sont flagrantes. « *Cela crée du sexisme systémique et l'industrie du sexe est le symbole le plus frappant de ce problème* », explique-t-elle. Plus de précisions à ce sujet se trouvent dans l'analyse des données. La CLES affirme que l'industrie du sexe est profondément sexiste et raciste, qu'elle est fondée sur les inégalités entre les femmes et les hommes, entre les ethnies, entre les pauvres et les riches et entre les Pays du Sud et les pays du Nord (www.lacles.org).

ANALYSE DES DONNÉES

Un problème complexe

L'exploitation sexuelle et l'industrie du sexe sont des sujets très complexes qui demandent à être regardé sous plusieurs angles. Il ne s'agit pas de changer telle loi ou de condamner les prostituées pour régler le problème. En fait, une action en appelle une autre; par exemple, il faut aider les survivantes à se remettre sur pieds? C'est alors que nous constatons que notre système de santé n'est pas bien outillé, ou que le gouvernement n'a pas en place un système efficace pour supporter l'aide. On veut fermer les bars de danseuses et les salons de massage et d'escortes? Mais il y ensuite les femmes qui se prostituent volontairement et qui demandent leur droit d'exercer leur métier. Lorsqu'on se pose des questions à savoir pourquoi une jeune fille vendrait son corps ou pourquoi un jeune homme achèterait des services sexuels, nous pouvons détecter plusieurs problèmes connexes.

L'incompréhension du grand public

De plus, Jennie-Laure Sully, Organisatrice communautaire, à la CLES me dit que l'équipe constate que « *la majorité des gens ont la fausse perception d'une absence de lien entre agressions sexuelles et exploitation sexuelle* ». C'est comme si, pour le grand public, il s'agissait de deux situations bien distinctes. La CLES a tenté de « *faire savoir sur les médias sociaux et certains journalistes que les filles et les femmes en situation de prostitution vivent des viols à répétitions* », raconte Mme Sully. Heureusement, la CLES organise des campagnes, pour éduquer la population sur ce qu'est l'exploitation sexuelle, comme celle de 2019, « *Un trop grand prix pour les femmes et les filles* ». Un site web avait été créé pour la campagne et une aussi page Instagram. La CLES remarque une augmentation de l'achalandage de leur site lorsqu'elle, ou des représentants de la CLES, sont mentionnés dans les médias ou lorsque l'organisme fait un appel aux dons sur les médias sociaux, ou encore lorsqu'elle fait des levées de fonds à caractère artistique, comme « *Le Cabaret de la solidarité de La CLES* ».

La portée du message de la CLES

Comme mentionné plus tôt, il y a plusieurs organismes qui s'occupent des femmes en détresse mais la CLES est le seul qui vient strictement en aide aux femmes victimes d'exploitation sexuelle. C'est un avantage, dans le sens qu'elle peut se démarquer par cet attribut et concentrer tous ses efforts autour de celui-ci. Mais elle doit s'allier avec les autres organismes aussi pour pouvoir mettre l'accent sur ce groupe de victimes. La CLES a un site web et se trouve sur différents médias sociaux : Facebook, avec 3698 personnes qui les suivent et Twitter, avec 1028 personnes qui les suivent. Pour la chaîne YouTube (depuis 2013), je n'ai pas le nombre d'abonnés mais il y a en moyenne 182 visionnements par vidéo. La chaîne existe depuis 2014. Je n'ai pas vu de compte Instagram mais il y a un compte au nom de la campagne « Un trop grand prix pour les femmes et les filles » avec 150 personnes qui suivent à ce jour. À travers les plateformes, la CLES s'adresse au grand public, aux victimes et aux survivantes. Il y a des vidéos sur les conférences qui ont eu lieu, des articles des médias, des nouvelles sur ce qui se passe avec la CLES, des informations en lien avec l'industrie du sexe et l'exploitation sexuelle. Je n'ai pas de chiffre sur le trafic du site web, mais je considère que le trafic qu'il y a sur les autres plateformes et l'engagement du public sont relativement bas.

À la suite de mon entretien avec les intervenantes de La CLES, j'ai soulevé les obstacles qui contribuent à l'inefficacité d'augmenter l'intérêt des nouveaux donateurs:

1- Une équipe restreinte

L'équipe permanente de la CLES est très petite. Elle se présente comme suit :

(1) Fondatrice et coordonnatrice, Dianne Matte qui s'occupe des demandes de fonds, des projets et des partenaires. (1) Co-coordinatrice, Mme Marie Drouin, qui s'occupe des finances et de l'administration et est aussi Pair-aidante, c'est-à-dire qu'en tant qu'ancienne victime, elle accompagne les survivantes sur la route de rétablissement. (5) intervenantes auprès des victimes (qui sont toujours dans l'industrie ainsi que les survivantes) et leurs proches : Barbarat Rondiat, Bailaou Diallo, (spécialisée pour les proches), Natalie Basmadjian, responsable des services aux femmes, Karine Gauthier, spécialisée dans l'hébergement pour les femmes et Karine Brisson, stagiaire estivale. (1) organisatrice communautaire : Jennie-Laure Sully. Mme Sully doit porter plusieurs chapeaux: maintenir une plateforme web qui sert à outiller les

intervenants dans le domaine (travailleurs sociaux, professeurs, etc.) avec des formations, répondre aux demandes médiatiques, maintenir les liens avec les différents partenaires de la CLES, faire des demandes de fonds, gérer des projets et parfois, venir en aide aux victimes par biais de ses contacts (ex. trouver de l'hébergement pour une survivante).

Il est donc difficile pour l'équipe de travailler de façon optimale si elles s'occupent de leur poste principal mais aussi d'autres tâches reliées à d'autres postes. Se concentrer sur le marketing d'une campagne de financement, trouver du personnel adéquat, développer des projets, faire des suivis, développer des relations, communiquer avec le gouvernement, entre beaucoup d'autres choses, sont tant de tâches qui demandent des heures et des heures de travail mais pour lesquelles les membres de l'équipe ne peuvent que dédier un temps très limité. Organiser un plan ou des projets à long terme et gérer le quotidien deviennent donc de grands défis. Tout cela affecte leur travail principal, celui de venir en aide aux victimes. *« Il faut parfois mettre sur une liste d'attente les nouvelles femmes qui appellent à la CLES pour de l'aide. Nous avons jusqu'à présent réussi à nous organiser de façon à ne pas dépasser 3 semaines d'attente avant un premier rendez-vous avec une intervenante »*, raconte Mme Sully.

2- La vision abolitionniste de la CLES :

Leur vision abolitionniste dérange et repousse certains donateurs potentiels, me raconte Mme Sully. La CLES croit en un monde libéré de prostitution et de toutes les autres formes d'exploitation sexuelle (lacles.org) Elle demande la fermeture des établissements qui supportent l'industrie du sexe « car il a été démontré qu'il s'agit de l'industrie la plus violente envers les femmes et les filles » (lacles.org). Elle soutient que la prostitution n'est pas un travail, encore moins une liberté ou un « droit » de disposer de son corps, mais qu'elle est une aliénation et un rapport de pouvoir, conséquences des inégalités sociales et du manque de choix dans la vie de toutes les femmes (www.lacles.org).

Mais il y a aussi la voix des prostituées volontaires et celle de certains organismes féministes qui peut créer des interférences dans le message de la CLES. En 2018, , les 150 membres de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), après une assemblée générale de 10 heures, ont voté majoritairement pour reconnaître la prostitution « comme un travail auquel consentent des femmes » (Le Devoir, 2018). Dès lors, La CLES a annoncé son retrait de la FFQ, considérant que « la proposition adoptée par la Fédération des femmes du Québec [...] est incompatible avec [leur] mission de contrer l'exploitation sexuelle, de prévenir l'entrée des femmes dans la prostitution et de soutenir celles qui souhaitent en sortir ou en sont sorties » (www.lacles.org). L'organisme Stella, l'amie de Maimie, un organisme qui soutient les travailleuses du sexe, s'est réjoui la décision de la FFQ en disant « qu'il faut reconnaître leur agentivité et le besoin de lutter pour les droits humains » (Le Devoir, 2018). Je pense que les différentes directions des deux messages, une qui dit défendre les droits humains et l'autre qui dit qu'au contraire, au sens plus large il y a atteinte aux droits des femmes et des enfants, rendent le sujet de l'exploitation sexuelle très confus dans la tête du grand public. Sujet assez complexe, les gens ont donc de la difficulté à se positionner face à la cause, et finalement, ne s'y intéresse pas ou n'y adhère pas. Mais le positionnement de la CLES est clair : elle reconnaît que les sources de la prostitution est la demande créée par des hommes qui se donnent le droit d'acheter et d'exploiter sexuellement les femmes et les enfants (www.lacles.org) et elle envisage une société où le consentement ne s'achète pas.

- 3- **L'absence de reconnaissance de la part du gouvernement :** « *La cause n'est pas très importante à ses yeux. Le gouvernement fédéral fait comme s'il s'agissait d'un problème individuel. Le gouvernement provincial se préoccupe surtout des mineures exploitées sexuellement et oublie que les femmes adultes ont besoin d'aide aussi pour sortir de l'industrie du sexe* », relate Mme Sully, organisatrice communautaire à la CLES. Elle continue en expliquant que « *l'exploitation sexuel a un impact dans son ensemble. Les liens entre le crime organisé et l'industrie du sexe sont démontrés par les études les plus récentes*

sur la question. Le gouvernement doit comprendre que les coûts humains et économiques sont trop grands pour banaliser le problème ».

Évidemment, le gouvernement offre des subventions qui sont accessibles aux différents organismes. Mais ces derniers ont besoin de plus qu'un soutien financier. Le gouvernement doit aider à bâtir toute une infrastructure. Celle-ci permettra, entre autres, le développement d'un système holistique avec différents services pour prévenir des nouveaux cas de se produire, encourager les victimes à s'en sortir et aider les survivantes à réintégrer la société. Il est pratiquement impossible pour les organismes de s'attaquer à certains aspects du problème seuls. La CLES demande au gouvernement de mettre sur pied un programme qui sera en conjonction avec plusieurs services publics, tels que les CLSC, les commissions scolaires, le système judiciaire et la RAMQ, entre autres. Le programme aura pour but d'encourager et d'aider les victimes à sortir de l'industrie du sexe, d'offrir différents services aux victimes (soins de santé, de l'hébergement, de l'aide à trouver un logement, des services d'éducation, pour n'en nommer quelques-uns), et de leur donner des réparations ou des compensations pour les dommages qu'elles ont subi. Depuis seulement 2014, une loi a été émise, les considérant des victimes.

- 4- Le manque de ressources financières stables :** Le manque de ressources financières stables les oblige à ne travailler que par projet, c'est-à-dire d'offrir tous ces services pour un certain nombre de personnes seulement, à un moment précis dans le temps, et non en permanence. De plus, le fait que tout soit fait séparément, les services qui se trouvent dans la chaîne d'aide ne travaillent pas uniformément et de concert, rendant la tâche plus difficile pour les organismes et par conséquent, les victimes. Par exemple, il arrive parfois que des professeurs ou des personnes travaillant dans les CLSCS ne savent pas quoi faire lorsqu'ils font face à des cas d'exploitation sexuelle. C'est pour cela qu'il est impératif de développer un système intégré (services publics, communautaires, institutionnels) afin d'offrir une fluidité dans un service de qualité. Mme Sully, organisatrice communautaire à la CLES, m'a expliqué que l'intention que les victimes ont de quitter l'industrie n'est pas soutenue, ce que

j'ai trouvé de très surprenant. Les CLSC, par exemple, faisant face à une victime qui les approche pour obtenir de l'aide, vont les envoyer dans des endroits moins « néfastes » pour elles, comme dans des salons de massages. L'engagement du gouvernement dans un tel système permettra non seulement de donner, aux différents services, les outils nécessaires pour prendre en charge les victimes, mais sera aussi certainement un incitatif pour les victimes de sortir de l'ombre et de dénoncer, leur montrant qu'il y a une réelle possibilité de liberté devant elles. « *Je serais sortie bien avant si on m'avait présenté cette option* », a déjà avoué une bénéficiaire de la CLES.

La CLES estime que de l'auto-financement serait un bon moyen pour avoir du *cash flow*. Cela pourrait l'aider à assurer la pérennité de son fonds de solidarité et son fonds d'urgence. À travers les 15 dernières années d'existence, elle a sollicité toutes sortes de personnes, d'entreprises et de communautés, sans toujours obtenir les résultats escomptés. Mme Sully constate que les organismes qui réussissent le mieux sont ceux qui ont des contacts dans le milieu des affaires ou un contact artistique. Barbara Rondiat, intervenante auprès des victimes et de leurs proches, dit qu'une campagne de levée de fonds d'envergure contribuerait à inciter les gens à adhérer davantage à leur cause. Mais le manque d'effectif ne leur permet pas de déployer ce genre d'effort. Elle croit aussi qu'une campagne d'envergure serait une piste de solution afin de sensibiliser le grand public à la cause de l'exploitation sexuelle. Cependant, le manque de financement demeure l'obstacle principal à la réalisation de ce projet, me dit Mme Sully. De plus, le fait que la CLES ne puisse émettre des reçus pour des crédits d'impôts n'est pas encourageant pour les donateurs potentiels. En revanche, il y a deux ans, elle a créé un organisme qui s'appelle « Un toit pour elles » qui lui, a un numéro de charité. L'intérêt à faire des dons envers l'organisme sera plus élevé avec l'incitatif fiscal mais en plus, parce que « *le projet est très concret et durable : un immeuble à logement transitoire pour les victimes et survivantes de l'exploitation sexuelle* », me dit Mme Sully.

5- La place encore très présente du sexisme systémique dans notre société :

malgré certaines améliorations, des inégalités entre la femme et l'homme sont représentées partout (les émissions de télé, la pornographie, les entreprises, etc.). Cela influence le jugement des gens et il est difficile de changer les paradigmes du grand public concernant l'industrie du sexe.

Lors d'une conférence présentée dans le cadre de la rencontre du Conseil fédérale de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, Francine Descarries, Professeure dans le département de Sociologie à l'UQUAM, a démontré que le sexisme se présente sous différentes manifestations : «sournois et diffus, à d'autres moments explicite et violent, s'incarne dans des pratiques stéréotypées du féminin et du masculin, se cache aussi sous couvert de fausse courtoisie, de condescendance, de dénigrement ou encore d'humour (Descarries).

Il y a plusieurs exemples de sexisme systémique dans notre société : la sous-représentation des femmes en politique et les hautes sphères des affaires et de la finance et dans les milieux religieux, entre autres (Descarries). De plus, pour arriver à leurs fins de vente, les enfants comme les adultes sont bombardés de publicités qui font l'objectification de la femme et qui projettent celle-ci comme un objet sexuel. Il en est de même pour les paroles de certaines chansons dégradantes, les jeux vidéo, les films, la pornographie, les séries télévisées, entre autres. Ces publicités et ces trames sonores qui ont du succès auprès des enfants et des adultes expriment clairement du sexisme qui passe inaperçu à leurs yeux.

C'est pour cela que notre société en est venue en une banalisation quasi totale de l'exploitation sexuelle de la femme, et il semble difficile pour les gens de concevoir la gravité des choses. « La remise en question des comportements appris et entretenus par la normalisation de la prostitution et de la marchandisation de la sexualité des filles et des femmes doit faire partie du curriculum des cours d'éducation à la sexualité », pense Jennie-Laure Sully, organisatrice communautaire chez la CLES. C'est un des efforts que la société devrait effectuer afin de prévenir et d'enrayer le trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle. Elle rajoute qu'il est donc important qu'il y ait des

formations destinées aux juges, aux procureurs et à l'ensemble des intervenants en matière d'exploitation sexuelle et au sujet des conséquences de la violence envers les femmes, ainsi que sur les mythes et les réalités de la prostitution.

RECOMMANDATIONS

Recommandations pour la CLES

À la lumière des entrevues et des lectures que j'ai effectuées, le manque de connaissances sur l'exploitation sexuelle est, pour moi, une des plus grandes raisons pour laquelle les gens ne se sentent pas concernés par cette cause. Les paradigmes qui se sont formés au sein de la société face à la sexualité des femmes biaise totalement le jugement de ses membres et les rends inaptes à considérer cet enjeu comme étant grave et sérieux. Il me semble impératif d'éduquer, de mettre au courant les jeunes et les adultes à propos de ce problème sociétal.

Ci-dessous, des recommandations qui tournent principalement autour de plusieurs petites campagnes de sensibilisation, nécessaires pour rendre la cause plus visible. De plus, elle contribuera à la prévention : faire en sorte que les femmes et les filles n'entrent pas dans l'industrie du sexe ou s'y fassent leurrer, et faire comprendre aux hommes et les garçons la gravité de la situation s'ils tentent de devenir proxénètes ou clients. Une fois que les gens seront réellement sensibilisés et qu'ils comprendront mieux les répercussions latérales de l'exploitation sexuelle, il sera beaucoup plus facile de les approcher et leur demander de soutenir la cause. Voici quelques recommandations que la CLES peut suivre afin de rejoindre une plus grande portion de donateurs. Il y a plusieurs astuces qu'elle peut utiliser avec peu de moyens.

1- **Regarder les campagnes de sensibilisation et de financement sous un autre angle :**

Je suggère de créer une série de petites campagnes de **sensibilisation** qui renforceront quelques campagnes de **financement** annuelles (au lieu de

faire une grosse campagne annuelle d'envergure). Rallier une équipe de création bénévole : vidéastes, influenceurs, directeur de création, etc, et établir un plan stratégique et un échéancier qui saura alléger la gestion des différentes tâches de l'équipe par rapport à la sensibilisation et au financement. Créer différentes équipes pour différentes campagnes ou garder les mêmes bénévoles, si possible.

- i. Avoir une optique plus tendance au niveau marketing, par exemple avec l'usage du storytelling, produire du matériel pour chaque tranche d'âge; la CLES vient récemment d'engager une firme de communication pour les aider à élargir leurs contacts et à faire de l'auto-financement.
- ii. Organiser des campagnes sociétales pour changer les paradigmes et les mentalités; Mme Sully dit qu'il faudrait que ce soit similaire à ce qui a été fait pour l'alcool au volant dans les années 80.

2- Revamper son look (visuel et contenu) sur le web et être plus actif et constants sur les médias sociaux : de nos jours, les gens sont bombardés ici et là de publicités et de sites à aller visiter. Il est important pour chaque compagnie de développer l'identité de sa marque afin de se démarquer. Les beaux visuels et les vidéos attirent les gens et donnent le goût de rester sur une page web ou sur un blog, ou sur un affichage sur Instagram par exemple. Ainsi, il y a plus de chance d'inciter les gens à donner.

- i. Donner un nouveau look au site web : nouvelles couleurs, ajout de vidéos, différentes façons de présenter les onglets, etc.
- ii. Définir des plans précis pour chaque plateforme. Rajouter Instagram.
- iii. Trouver des bénévoles pour s'occuper de l'entretien des médias sociaux et du site web.
- iv. Inclure la participation de différents groupes d'âges durant les événements, sur le site web, durant les campagnes
- v. Mettre l'emphasis sur l'exploitation juvénile

3- Propager l'information massivement en éduquant et en sensibilisant la population de la gravité de la problématique à travers différents médias :

L'important ici est de rejoindre le plus de communautés possibles (parents, adolescents, professeur.es, travailleurs dans différentes industries, etc.), en s'adressant à elles de la façon qui leur convient, c'est-à-dire en touchant leurs cordes sensibles. La CLES aura ainsi la possibilité de créer des liens plus solides avec ses donateurs et les donateurs potentiels et ce, sur une base quotidienne.

- i. Sensibiliser et éduquer les jeunes et les adultes de la gravité du problème à travers des courtes vidéos explicatives. Ces vidéos seraient des petits scénarios qui véhiculeraient les différentes formes d'exploitation sexuelle, qui en sont les acteurs, etc. Mettre l'accent sur l'aspect infantile des victimes.
- ii. Créer un programme imprimé pour accompagner les vidéos (une version pour les jeunes, une autre pour les adultes). Ce programme expliquerait ce qu'est l'exploitation, en quoi consiste « l'industrie du sexe », des statistiques, les pièges, les pièges à éviter, les ressources à contacter pour signaler.
- iii. Augmenter l'accessibilité et augmenter l'intérêt de ces ressources à très grande échelle :
 - À tous les organismes qui aident les victimes d'exploitation sexuelle de près ou de loin
 - À toutes les écoles primaires, secondaires et universitaires.
 - Sur toutes les plateformes : médias sociaux, journaux, télévision, radio
 - Travailler avec les commissions scolaires pour inclure le matériel dans l'éducation des élèves.
- iv. Collaborer avec des producteurs et réalisateurs, tels que Katherine Proulx et Karine Dubois (*Trafic*) pour réaliser des documentaires.

Pour chacune des activités décrites ci-dessus, donner des multiples opportunités au grand public de donner. Ses initiatives semblent coûter très chères, mais en fait, il y a possibilité de bâtir une équipe de bénévoles passionnés dédié à ces activités. Beaucoup de gens cherchent des façons de s'impliquer et veulent réellement faire partie d'un changement. Avec des objectifs clairs et une stratégie bien en place, il sera possible de trouver des personnes qui seront ravis d'offrir leurs services gratuitement pour une cause noble. De plus, les bénévoles peuvent trouver des moyens d'impliquer des gens de leurs réseau.

- 4- **Bâtir une équipe solide d'ambassadeurs avec des influenceurs, des entreprises et des personnalités de renom :** Établir des connections avec des gens qui ont beaucoup d'influence dans leur communauté ou leur réseau serait très avantageux pour la CLES. Pour soutenir la propagation massive de leur message suggéré en deuxième point, l'organisme peut s'infiltrer dans diverses collectivités à travers des gens et des entreprises qui ont du poids, chose qu'elle ne pourrait pas faire autrement.
- i. Choisir des influenceurs ou des groupes sur les médias sociaux qui ont un grand auditoire, qui ont à cœur les valeurs de la CLES, et qui seraient prêts à parler en leur nom.
 - ii. Développer un partenariat avec des moyennes et grosses entreprises pour aider la CLES à rendre visible l'exploitation sexuelle. Prendre l'exemple de Bell qui a pris en charge la santé mentale et qui a contribué à rendre cette cause, avant invisible et tabou, visible.
 - iii. Penser en dehors des sentiers battus en invitant des entreprises à se prononcer sur la cause lors de moments clés. Par exemple, demander à Vidéotron d'envoyer comme message, à travers une publicité, de ne pas supporter le trafic humain durant la Formule 1, ou s'associer avec des entreprises plutôt masculines, comme Gillette. Elle peut aussi approcher des entreprises qui sont moins connues mais qui ont malgré tout une belle image et qui les permettra d'atteindre d'autres cibles.

La CLES a créé quelque chose de similaire : « Programme de militant.es », mais celui-ci n'est pas actif en ce moment. Elle compte le remettre en œuvre bientôt. Les personnes membres peuvent participer à des protestations, écrire des communiqués au gouvernement, ou encore faire signer des pétitions. Ma recommandation pour ce programme serait :

- i. D'être plus organisée quant au fonctionnement du programme. Définir les différents rôles (que ce soit pour faire des pancartes, participer à des manifestations, discuter lors de conférences), faire des horaires établis d'avance, et des plans d'actions.

CONCLUSION

La CLES a peut-être déjà pensé à certaines de ces idées, mais j'espère que ces recommandations en révèlent de nouvelles et leur permettra de faire du pouce et d'en faire apparaître d'autres. Ces suggestions peuvent sembler irréalistes, mais je suis convaincue qu'avec le déploiement d'un plan et beaucoup d'organisation, il est possible de toutes les mettre en place. Je crois qu'il est temps pour la CLES de revoir son plan stratégique et de l'adapter davantage aux tendances du jour de sorte qu'elle puisse étendre plus loin la portée de son message, créer un plus grand engagement envers leur organisation et sécuriser du financement de diverses sources.

Le sujet de l'exploitation est très complexe et d'après moi, touche beaucoup de sujets connexes : la confiance en soi, l'éducation sexuelle chez les jeunes et les adultes, la défense des droits humains, le sexisme, entre autres. Ma recherche aurait pu être encore plus longue et j'aurais pu développer davantage sur les différentes facettes de cette cause invisible. C'est ce qui m'encourage, en fait, de poursuivre ma quête à en savoir davantage sur l'exploitation sexuelle et le trafic humain. Ma recherche a augmenté mon désir de trouver des solutions pour empêcher les jeunes et les jeunes hommes de se lancer dans ce genre d'activité et je ferai mon possible, au niveau professionnel et personnel, d'éduquer le grand public à ce sujet.

ANNEXES

Questionnaires pour entrevues



Étudiante : Jennifer Fils-Aimé

Programme d'étude : Gestion de la philanthropie

Travail dirigé par : Diane Alalouf-Hall

L'exploitation sexuelle est bel et bien un problème réel dans la province et touche un grand nombre de personnes. Mais pourquoi y a-t-il peu d'engagements face à cette cause? Est-ce parce que le sujet de la sexualité est encore trop tabou? Est-ce parce qu'il y a une mauvaise compréhension de cette industrie? Tant de questionnements qui m'amènent à me poser la question suivante : **Comment les organismes, venant en aide aux femmes victimes de trafic d'exploitation sexuelle, peuvent attirer l'attention des donateurs et du grand public à cette cause invisible et pourtant bien réelle?**

1. Guide d'entrevue pour l'organisme de bienfaisance

Préambule

Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse ni de réponse attendue. Le verbatim de notre entrevue ne sera pas diffusé dans le travail final, mais les propos seront utilisés afin de faire une analyse et répondre à la question de recherche. L'entrevue sera enregistrée afin de faciliter le travail d'analyse et sera détruite une fois le travail complété.

Autorisation

Autorisation à nommer l'organisme ainsi que les constats des questions abordées durant cette entrevue dans le travail de recherche qui sera diffusé au grand public par le biais du PhiLab (Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie) :

OUI

NON

1. Comment décrieriez-vous le problème de l'exploitation sexuelle au Québec et au Canada?
2. Quels sont les facteurs qui contribuent à l'expansion du problème?
3. Quelles seraient vos solutions pour engendrer une alerte nationale parmi le grand public et ainsi réduire considérablement le nombre de futures victimes et inciter les autres à s'en sortir?
4. Quels sont les efforts ou les changements que notre société devrait entreprendre afin de prévenir et enrayer le trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle (au niveau de la culture, les valeurs, etc.)

2. Guide d'entrevue pour la bénévole à la collecte de fonds

Préambule

Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse ni de réponse attendue. Le verbatim de notre entrevue ne sera pas diffusé dans le travail final, mais les propos seront utilisés afin de faire une analyse et répondre à la question de recherche. L'entrevue sera enregistrée afin de faciliter le travail d'analyse et sera détruite une fois le travail complété.

1. Quelles sont les réactions d'un potentiel donateur lorsque la question du trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle est soulevée? Quelles sont leurs objections? Qu'est-ce qui les motive à vouloir supporter la cause?
2. Quels sont les moyens utilisés pour attirer l'attention des donateurs actuels et futurs et comment réussissez-vous à défendre la valeur d'une cause si invisible?
3. Comment est-ce que la Covid-19 affecte vos initiatives de collecte de fonds?

4. D'après vous, quelles seraient des pistes de solutions pour inciter le grand public à s'engager davantage face à cette cause?

Confidentialité

À titre de bénéficiaire des services offerts par la CLES, votre nom ne sera pas mentionné dans le travail final diffusé au grand public par le biais du PhiLab (Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie). Nous parlerons de vous et de vos propos sous le terme « Bénéficiaire ».

3. Guide d'entrevue pour une bénévole travailleuse auprès des victimes

1. Quels sont les mesures concrètes que vous prenez pour venir en aide aux victimes du trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle?
2. Quels sont les ressources dont vous avez besoin pour bien effectuer votre travail et de quoi manquez-vous pour pouvoir l'effectuer de façon efficace?
3. Quels sont les obstacles qui font que vous n'avez pas tout le soutien nécessaire pour arriver à vos fins?
4. En cette période de pandémie du Covid-19, comment arrivez-vous à servir votre clientèle? Quels sont les enjeux rencontrés?
5. Quels sont les impacts de la Covid-19 sur les victimes (en ce moment et à long terme)?

Confidentialité

À titre de bénévole des services offerts par la CLES, votre nom ne sera pas mentionné dans le travail final diffusé au grand public par le biais du PhiLab (Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie). Nous parlerons de vous et de vos propos sous le terme « Bénévole ».

BIBLIOGRAPHIE

Articles Web et sites web

A21, HUMAN TRAFFICKING, a21.org, (site consulté en juin 2020)

BOUTROS, Magdaline, « La prostitution reconnue comme un travail par la Fédération des femmes du Québec ». *Le Devoir*, 29 octobre, 2018.

<https://www.ledevoir.com/societe/540114/la-prostitution-reconnue-comme-un-travail>.

(Page consulté le 12 août, 2020)

Conseil du statut de la femme. « La prostitution : il est temps d'agir ». Québec, Le Conseil du statut de la femme, 2012, [<https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/resume-avis-la-prostitution-il-est-temps-dagir.pdf>].

(Page consulté le 12 août, 2020)

DESCARRIES, Francine, Ph.D. Professeure département de sociologie UQUAM, Directrice scientifique Réseau québécois en études féministes. « L'égalité homme/femme : un projet politique inachevé ». [https://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/Legalite-un-projet-inacheve.Fneeq_.pdf]. (Page consulté le 12 août, 2020)

DESROSIERS, Gyslaine. « Les grands défis des OBNL », [gyslaine.desrosiers.com] (page consultée le 26 juin, 2020)

ELKOURI, Rima. « L'exploitation sexuelle n'est pas un service essentiel » *La Presse*, 2 avril 2020. [<https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-04-02/l-exploitation-sexuelle-n-est-pas-un-service-essentiel>] (Page consulté le 14 août, 2020)

FULLER, Kim. « Le système philanthropique est à revoir », *La Presse*, 24 novembre 2019, [<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2019-11-24/le-systeme-philanthropique-est-a-revoir>] (page consultée le 26 juin 2020)

GONTHIER, Valérie. « Les proxénètes comblent l'offrent : des jeunes femmes amenées à Montréal pour le Grand Prix », *Journal de Montréal*, 8 juin 2019. [<https://www.journaldemontreal.com/2019/06/08/les-proxenetes-comblent-loffre>]. (Page consulté le 12 août, 2020)

JIMENEZ, Estibaliz, « La place de la victime dans la lutte contre la traite de personnes au Canada », *Érudit*, Volume 44, Numéro 2, Automne 2011, [<https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/2011-v44-n2-crimino1817436/1005797ar/>] (page consultée le 29 juin 2020)

NGUÉ-NO, Florence. « Trafic de jeunes femmes : des victimes peinent à se loger », *Radio-Canada*, 20 juin 2019, [ici.radio-canada.ca] (page consultée le 23 juin 2020)

NGUYEN, Michael. « L'exploitation sexuelle continue malgré la pandémie », *Journal de Montréal*, 3 avril, 2020. [<https://www.journaldemontreal.com/2020/04/03/l'exploitation-sexuelle-continue-malgre-la-pandemie>]. (Page consulté le 12 août, 2020).

PARÉ, Isabelle. “ « Trafic » : jeunes filles à vendre”, *Le Devoir*, 15 mars 2019, [ledevoir.com] (page consultée le 26 juin 2020)

Sécurité publique Canada, *La traite des personnes*, [<https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/hmn-trffckng/index-fr.aspx>], (site consultée le 29 juin 2020)

SPVM, “Comissions spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. 2019. [https://spvm.gc.ca/upload/documentations/VF_Memoire_SPVM_-_commission_speciale_exploitation_sexuelle_des_mineurs_-_20191106.pdf] (Page consulté le 15 août, 2020).

Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel à Montréal. *Violence sexuelles*. « Quelques statistiques ». [<http://agressionsexuellemontreal.ca/violences-sexuelles/exploitation-sexuelle/quelques-statistiques>] (Page consulté le 11 août 2020)

Telfer Université d'Ottawa. Réflexions novatrices. *Accroître le soutien des entreprises à une cause « invisible »*. [telfer.uottawa.ca] (récupéré le 23 juin 2020)

Documentaire Web

Proulx, Catherine, Dubois. « *Trafic* », Productions Picbois. Téléquébec [trafic.telequebec.tv] (page consultée le 29 juin 2020)

Podcasts

PhiLab. (2020). *La solidarité en crise, Centraide et la nouvelle philanthropie* à <https://baladoquebec.ca/#!/le-podcast-du-philab/la-solidarite-en-crise-centraide-et-la-nouvelle-philanthropie> (Consulté le 15 juin 2020)